

F. 86 — 619

18 NOVEMBRE 1985. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française portant fixation du barème qui servira de base au calcul de la participation financière des parents dans les frais de séjour des enfants hébergés dans les crèches de jour et les préguardiennats agréés et subsidiés par l'Œuvre Nationale de l'Enfance ainsi que dans les services reconnus de gardiennes d'enfants à domicile

Nous, Exécutif de la Communauté française,

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 3 février 1982 réglant la signature des actes de l'Exécutif;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 26 janvier 1982 portant règlement de son fonctionnement;

Vu l'arrêté royal du 1er juillet 1971, modifiant l'arrêté royal du 13 février 1970, fixant les conditions de l'intervention financière de l'Etat dans les frais de fonctionnement des crèches de jour agréées par l'Œuvre Nationale de l'Enfance, modifié par l'arrêté royal du 5 mai 1971, notamment l'article 2 et par les arrêtés royaux du 14 octobre 1971, du 18 février 1974, du 25 février 1975, du 25 septembre 1978 et du 15 juillet 1981;

Vu l'arrêté royal du 18 août 1975, fixant les conditions de l'intervention financière de l'Etat dans les frais de fonctionnement des services de gardiennes d'enfants à domicile reconnus par l'Œuvre Nationale de l'Enfance, modifié par l'arrêté royal du 19 juin 1978;

Vu l'arrêté royal du 14 mai 1976, modifiant :

1° l'arrêté royal du 13 février 1970 fixant les conditions de l'intervention financière de l'Etat dans les frais de fonctionnement des crèches de jour et des préguardiennats agréés par l'Œuvre Nationale de l'Enfance, modifié par les arrêtés royaux des 5 mai 1971, 1er juillet 1971, 14 octobre 1971 et 18 février 1974;

2° l'arrêté royal du 18 août 1975 fixant les conditions de l'intervention financière de l'Etat dans les frais de fonctionnement des services de gardiennes d'enfants à domicile reconnus par l'Œuvre Nationale de l'Enfance;

Vu l'avis du Conseil supérieur des Œuvres de l'Enfance;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 février 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi ordinaire de réformes institutionnelles du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant que le montant de la participation financière des parents à partir du 1er janvier 1985 dans les frais de séjour des enfants dans les institutions visées dans cet arrêté doit être fixé sans retard,

Arrêtons :

**Article unique.** Le barème visé à l'article 7 de l'arrêté royal du 13 février 1970, tel qu'il a été modifié, et à l'article 2, 9° de l'arrêté royal du 18 août 1975 susvisé, prend cours le 1er janvier 1986, conformément aux dispositions du texte du présent arrêté.

Bruxelles, le 18 novembre 1985.

Pour l'Exécutif de la Communauté française,  
Le Ministre des Affaires sociales,

Ph. MONFILS

Annexe 1

*Barème de la participation financière des parents aux frais de séjour des enfants dans les crèches de jour et préguardiennats et subsidiés par l'Œuvre Nationale de l'Enfance, ainsi que dans les services reconnus de gardiennes d'enfants à domicile*

1. Cette participation est fixée comme suit :

Revenus mensuels nets cumulés du ménage marié ou cohabitant (ou parent isolé)	Participation journalière			Revenus mensuel nets cumulés du ménage marié ou cohabitant (ou parent isolé)	Participation journalière						
	100 %	70 %	50 %		100 %	70 %	50 %				
— 19 999	50	50	50	41 000 — 41 999	228	160	114				
				42 000 — 42 999	234	164	117				
				43 000 — 43 999	239	167	120				
				44 000 — 44 999	245	172	123				
				45 000 — 45 999	250	175	125				
20 000 — 20 999	77	54	50	46 000 — 46 999	256	179	128				
				47 000 — 47 999	261	183	131				
				48 000 — 48 999	267	187	134				
				49 000 — 49 999	272	190	136				
				50 000 — 50 999	278	195	139				
21 000 — 21 999	91	64	50	51 000 — 51 999	283	198	142				
				22 000 — 22 999	107	75	54	52 000 — 52 999	289	202	145
				23 000 — 23 999	123	86	62	53 000 — 53 999	294	206	147
				24 000 — 24 999	135	95	68	54 000 — 54 999	300	210	150
				25 000 — 25 999	140	98	70	55 000 — 55 999	305	214	153

Revenus mensuels nets cumulés du ménage marié ou cohabitant (ou parent isolé)	Participation journalière			Revenus mensuel nets cumulés du ménage marié ou cohabitant (ou parent isolé)	Participation journalière		
	100 %	70 %	50 %		100 %	70 %	50 %
26 000 — 26 999	146	102	73	56 000 — 56 999	311	218	158
27 000 — 27 999	151	106	78	57 000 — 57 999	316	221	158
28 000 — 28 999	157	110	79	58 000 — 58 999	322	225	161
29 000 — 29 999	162	113	81	59 000 — 59 999	327	229	164
30 000 — 30 999	168	118	84	60 000 — 60 999	333	233	167
31 000 — 31 999	173	121	87	61 000 — 61 999	338	237	169
32 000 — 32 999	179	125	90	62 000 — 62 999	344	241	172
33 000 — 33 999	184	129	92	63 000 — 63 999	349	244	175
34 000 — 34 999	190	133	95	64 000 — 64 999	355	249	178
35 000 — 35 999	195	137	98	65 000 — 65 999	360	252	180
36 000 — 36 999	201	141	101	66 000 — 66 999	366	256	183
37 000 — 37 999	206	144	103	67 000 — 67 999	371	260	186
38 000 — 38 999	212	148	106	68 000 — 68 999	377	264	189
39 000 — 39 999	217	152	109	69 000 — 69 999	382	267	191
40 000 — 40 999	223	156	112	70 000 — 70 999	385	270	193
				71 000 — 71 999	390	273	195
				72 000 — 72 999	395	277	198
				73 000 et plus	400	280	200

Le montant de la participation journalière ne peut en aucun cas être inférieur à 50 F (minimum absolu).

Le montant de la participation financière est fixé à 400 F par jour pour les parents qui ne fournissent pas la preuve de leurs revenus.

Le montant de la participation financière des Pouvoirs publics qui demandent un placement est fixé à 400 F par jour et par enfant.

#### Précisions

Le calcul est basé sur les revenus mensuels nets cumulés du ménage.

Lorsque l'un des parents est inscrit sous le régime ouvrier, employé, services publics et assimilés et l'autre soumis à un autre régime, le revenu mensuel net du ménage est égal à l'addition des revenus mensuels nets des parents calculés chacun suivant le régime qui lui est applicable :

a) de 135 F à 400 F, le montant de la participation financière des parents est calculé comme suit :

$$\frac{\text{revenus mensuels nets cumulés du ménage} \times 11 \text{ p.c.} (*)}{20 \text{ jours ouvrables}}$$

(\*) (Exprimé en moyenne arithmétique par tranche de 1 000 F)

De 77 F à 123 F, l'incidence sur les revenus est progressive, de 7,5 % à 10,5 %.

A partir de 73 000 F de revenus mensuels nets cumulés du ménage, la participation financière des parents est plafonnée à 400 F.

b) Les revenus mensuels nets cumulés du ménage pris en considération pour le calcul de la participation journalière sont ceux du mois de novembre 1985. Au cas où le revenu de novembre 1985 serait nul ou non représentatif (pour un des conjoints ou pour les deux); la rémunération perçue au cours du premier mois de fréquentation du milieu d'accueil en 1985, est à prendre en considération.

Il y a lieu pour les parents inscrits sous les régimes ouvrier, employé services publics et assimilés de faire remplir par leur employeur le document figurant à l'annexe 3.

Les parents soumis à un autre régime doivent produire le plus récent avertissement-extrait de rôle relatif à l'impôt des personnes physiques, soit celui de 1985 (revenus 1984).

Si les parents n'ont pas encore reçu cet avertissement-extrait de rôle lors de l'inscription, on peut se référer à l'avertissement-extrait de rôle 1984 (revenus 1983) et appliquer selon le cas l'une des deux formules de reversion suivantes :

1° Avertissement-extrait de rôle 1985 (revenus 1984) :

$$\frac{A}{13,66} \times 1,020$$

A = revenus annuels nets imposables cumulés du ménage pour 1984 (tels qu'ils figurent sur l'avertissement-extrait de rôle 1985).

13,66 = coefficient de conversion des revenus annuels nets imposables cumulés en revenus mensuels nets cumulés.

1,020 = coefficient d'indexation des revenus de novembre 1984 aux revenus de mai 1985, compte tenu du blocage des salaires et des compléments d'index.

2° Avertissement-extrait de rôle 1984 (revenus 1983) :

$$\frac{A}{13,29} \times 1,020$$

- A — revenus annuels nets imposables cumulés du ménage pour 1983 (tels qu'ils figurent sur l'avertissement-extrait de rôle 1984).  
 13,29 — coefficient de conversion des revenus annuels nets imposables cumulés en revenus mensuels nets cumulés.  
 1,020 — coefficient d'indexation des revenus de novembre 1984 aux revenus de mai 1985, compte tenu du blocage des salaires et des compléments d'index.

c) Par « revenus à justifier », il faut entendre toutes les ressources financières du ménage marié ou cohabitant ou du parent isolé et notamment :

- revenus professionnels;
- prestations sociales (maladie-invalidité-pensions-allocations d'accidents de travail et de maladies professionnelles-allocations de chômage-allocation aux handicapés);
- allocations de milice;
- bourse d'études;
- revenus garantis, minimum de moyens d'existence, aides financières C.P.A.S.

Pour la détermination des revenus de référence, il ne sera pas tenu compte des allocations familiales (à déduire le cas échéant, si elles sont intégrées à la rémunération) ni des interventions des Pouvoirs publics dans les frais d'entretien d'un enfant placé en famille d'accueil (article 83bis du Code des impôts sur les revenus).

Les pensions alimentaires seront ajoutées aux revenus de référence, si elles sont perçues.

Elles seront déduites, si elles sont versées.

Les remboursements personnels ne peuvent être déduits.

d) L'enquête sociale menée par le travailleur social attaché au milieu d'accueil est déterminante pour adapter la participation journalière, en cas de situation financière particulière d'une famille, pendant une période précise.

Toute dérogation au présent barème fera toutefois l'objet d'un rapport justificatif écrit.

e) La déclaration des revenus du ménage ou du parent isolé, prévue à l'annexe 2, appuyée de la preuve des revenus, doit être conservée jusqu'à la fin de l'année en cours.

2. La participation financière telle que fixée au point 1 couvre la totalité des frais de séjour à l'exclusion de la fourniture des aliments de régime et des médicaments. Les institutions et services visés par le présent texte peuvent mettre à charge des parents une participation financière pour les revêtements et les langes.

3. En cas de fréquentation à mi-temps des institutions et services visés par le présent texte, la participation financière des parents est fixée à 50 % du montant de la redevance due.

La participation ne pourra toutefois en aucun cas être inférieure à 50 F (minimum absolu).

Par fréquentation à mi-temps, il y a lieu d'entendre un séjour qui n'excède par 5 heures.

4. Lorsque deux enfants d'une même famille sont soumis simultanément au barème fixé au point 1, la participation financière due pour chaque enfant est réduite à 70 % de la redevance normale à temps plein ou mi-temps. Des absences justifiées ne dépassant pas deux semaines de l'un des enfants ne font pas perdre aux parents le bénéfice de cette mesure.

Le travailleur social vérifie la simultanéité du placement, lorsque les deux enfants ne sont pas confiés ensemble à la même institution ou au même service.

La même réduction à 70 % sera accordée pour tout enfant appartenant à une famille comptant trois enfants à charge ou plus.

La participation ne pourra toutefois en aucun cas être inférieure à 50 F (minimum absolu).

5. La participation financière des parents peut faire l'objet d'un paiement anticipé ou d'une provision.

6. Une redevance de réservation, au moins égale au minimum absolu de la participation journalière (50 F), peut être demandée en cas d'absence non justifiée d'un enfant inscrit.

Elle sera toutefois limitée à 25 % du montant de la redevance normalement due.

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif du 18 novembre 1985.

Pour l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre des Affaires sociales,

Ph. MONFILS

## Annexe 2

## DECLARATION DES REVENUS DU MENAGE OU DU PARENT ISOLE

(en application de l'arrêté de l'Exécutif du )

Personne assumant la charge financière de l'enfant et signant la présente déclaration :	Dénomination et adresse du milieu d'accueil :
Nom et prénom : .....	.....
Adresse : .....	.....
.....	.....
Relation parentale : .....	.....
Enfant inscrit :	
Nom et prénom : .....	
Adresse : .....	
.....	
Date de naissance : .....	
Composition de la famille : .....	
.....	
Nombre d'enfants de la famille placés en milieux d'accueil subventionnés et soumis au même barème de redevances : .....	
.....	
Date d'inscription : .....	

Réservé au Milieu d'accueil

Cette déclaration est complétée par un des modèles suivants :

## MODELE A

Je soussigné(e) déclare avoir pris connaissance de l'arrêté fixant pour l'année 1986 le barème de la participation financière des parents aux frais de séjour dans les crèches, préguardiennats et services de gardiennes agréés et subventionnés par l'O.N.E.

Je ne produis aucune preuve de revenus et m'engage à payer le montant de la participation financière maximale mentionnée dans cet arrêté.

Date :

Signature :

## MODELE B

Je soussigné(e) déclare que les revenus mensuels nets de mon ménage se décomposent comme suit :

1° ..... francs

- mois de .....

2° ..... francs

- mois de .....

J'appuie cette déclaration des attestations remplies par les employeurs.

Date :

Signature :

## MODELE C

Je soussigné(e) m'engage à payer une participation financière calculée sur base de mon avertissement-extrait de rôle 1985 (revenus 1984), suivant la formule de conversion déterminée dans l'arrêté.

Revenus annuels nets imposables cumulés du ménage  $\times 1,020 = \dots\dots\dots$  F  
13,66

Date :

Signature :

## MODELE D

Je soussigné(e) m'engage à payer une participation financière calculée sur base de mon avertissement-extrait de rôle 1984 (revenus 1983), suivant la formule de conversion déterminée dans l'arrêté.

Revenus annuels nets imposables cumulés du ménage  $\times 1,020 = \dots\dots\dots$  F  
13,29

Date :

Signature :

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif du 18 novembre 1985.

Pour l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre des Affaires sociales,

Ph. MONFILS

Annexe 3

**ATTESTATION A REMPLIR PAR L'EMPLOYEUR ET DESTINE A  
(désignation du milieu d'accueil)**

Je soussigné(e) .....  
 agissant au nom de (dénomination de la firme) .....  
 .....  
 certifie que M. ....  
 domicilié(e) à .....  
 est à mon service en qualité de .....

Sa rémunération mensuelle brute, hors allocations familiales et déduction faite de la cotisation de solidarité, mais y compris :

- l'allocation foyer/résidence;
- les autres avantages soumis à la déclaration à l'O.N.S.S.

pour le mois de ..... s'élève à .....

A déduire :

- Cotisation O.N.S.S.	:	.....	F
Caisse veuves et orphelins	:	.....	F
Caisse de Répartition des Pensions communales	:	.....	F
Précompte professionnel	:	.....	F
Rémunération nette	:	.....	F
- Autres avantages mensuels non soumis à l'O.N.S.S. à préciser	:	.....	F
.....	:	.....	F
.....	:	.....	F
.....	:	.....	F

Fait à ..... le .....

Cachet de la firme

Signature :

Vu pour être annexé à l'arrêté de l'Exécutif du 18 novembre 1985.

Pour l'Exécutif de la Communauté française:  
 Le Ministre des Affaires sociales,  
 Ph. MONFILS

## VERTALING

N. 86 — 819

18 NOVEMBER 1985. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap houdende vaststelling van de schalen die als basis dienen voor de berekening van de financiële bijdrage van de ouders in de verblijfskosten van de kinderen, opgenomen in de kinderdagverblijven en peutersuizen, erkend en gesubsidiëerd door het Nationaal Werk voor Kinderwelzijn en in de erkende diensten voor onthaalmoeders

Wij, Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het besluit van de Executieve van 3 februari 1982 houdende regeling van de handtekening der akten van de Executieve;

Gelet op het besluit van de Executieve van 26 januari 1982 houdende regeling van haar werking;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 juli 1971 tot wijziging van het koninklijk besluit van 13 februari 1970 tot vaststelling van de voorwaarden voor het toekennen van de Rijkstegemoetkoming in de werkingskosten van de door het Nationaal Werk voor Kinderwelzijn erkende kinderdagverblijven, gewijzigd bij koninklijk besluit van 5 mei 1971, inzonderheid op artikel 2 en bij koninklijke besluiten van 14 oktober 1971, 18 februari 1974, 25 februari 1975, 25 september 1978 en 15 juli 1981;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 augustus 1975 houdende vaststelling van de voorwaarden van de financiële bijdrage van het Rijk in de werkingskosten van de diensten voor onthaalmoeders, erkend door het Nationaal Werk voor Kinderwelzijn, gewijzigd bij koninklijk besluit van 19 juni 1978;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 mei 1978 tot wijziging van :

1° het koninklijk besluit van 13 februari 1970 tot vaststelling van de voorwaarden voor het toekennen van de Rijkstegemoetkoming in de werkingskosten van de door het Nationaal Werk voor Kinderwelzijn erkende kinderdagverblijven en peutersuizen, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 5 mei 1971, 1 juli 1971, 14 oktober 1971 en 18 februari 1974;

2° het koninklijk besluit van 18 augustus 1975, tot vaststelling van de voorwaarden van de financiële bijdrage van het Rijk in de werkingskosten van de diensten voor onthaalmoeders, erkend door het Nationaal Werk voor Kinderwelzijn;

Gelet op het advies van de Hoge Raad der Werken voor Kinderwelzijn;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 februari 1973, inzonderheid op artikel 3, eerste lid, gewijzigd door de gewone wet tot hervorming der instellingen van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

In de overweging dat onverwijld het bedrag moet worden vastgesteld van de financiële bijdrage van de ouders vanaf 1 januari 1985, in de verblijfskosten van de kinderen die volgens dit besluit in bedoelde instellingen zijn opgenomen,

Besluiten :

**Enig artikel.** De schalen waarvan sprake in artikel 7 van het koninklijk besluit van 13 februari 1970 zoals het werd gewijzigd en in artikel 2, 9°, van het bovenvermelde koninklijk besluit van 18 augustus 1975, zijn van toepassing vanaf 1 januari 1985, overeenkomstig de bepalingen van de tekst die als bijlage geldt bij dit besluit.

Brussel, 18 november 1985.

Voor de Executieve van de Franse Gemeenschap:  
De Minister van Sociale Zaken,

Ph. MONFILS

Bijlage 1

*Schalen van de financiële bijdrage van de ouders in de verblijfskosten van de kinderen opgenomen in de kinderdagverblijven en peutersuizen, erkend en gesubsidiëerd door het Nationaal Werk voor Kinderwelzijn, en in de erkende diensten voor onthaalmoeders*

1. De bijdrage is als volgt vastgesteld :

Samengevoegd netto- maandelijks inkomen van het gezin of van de samenwonenden (van de alleenstaande ouder)	Dagelijkse bijdrage			Samengevoegd netto- maandelijks inkomen van het gezin of van de samenwonenden (van de alleenstaande ouder)	Dagelijkse bijdrage						
	100 %	70 %	50 %		100 %	70 %	50 %				
— 19 999	50	50	50	41 000 — 41 999	228	180	114				
				42 000 — 42 999	234	184	117				
				43 000 — 43 999	239	187	120				
				44 000 — 44 999	245	172	123				
				45 000 — 45 999	250	175	125				
20 000 — 20 999	77	54	50	46 000 — 46 999	256	179	128				
				47 000 — 47 999	261	183	131				
				48 000 — 48 999	267	187	134				
				49 000 — 49 999	272	190	136				
				50 000 — 50 999	278	195	139				
21 000 — 21 999	91	64	50	51 000 — 51 999	283	198	142				
				22 000 — 22 999	107	75	54	52 000 — 52 999	289	202	145
				23 000 — 23 999	123	86	62	53 000 — 53 999	294	206	147
				24 000 — 24 999	135	95	68	54 000 — 54 999	300	210	150
				25 000 — 25 999	140	98	70	55 000 — 55 999	305	214	153

Samengevoegd netto- maandelijks inkomen van het gezin of van de samenwonenden (van de alleenstaande ouder)	Dagelijkse bijdrage			Samengevoegd netto- maandelijks inkomen van het gezin of van de samenwonenden (van de alleenstaande ouder)	Dagelijkse bijdrage		
	100 %	70 %	50 %		100 %	70 %	50 %
26 000 — 26 999	146	102	73	56 000 — 56 999	311	218	156
27 000 — 27 999	151	106	76	57 000 — 57 999	316	221	158
28 000 — 28 999	157	110	79	58 000 — 58 999	322	225	161
29 000 — 29 999	162	113	81	59 000 — 59 999	327	229	164
30 000 — 30 999	168	118	84	60 000 — 60 999	333	233	167
31 000 — 31 999	173	121	87	61 000 — 61 999	338	237	169
32 000 — 32 999	179	125	90	62 000 — 62 999	344	241	172
33 000 — 33 999	184	129	92	63 000 — 63 999	349	244	175
34 000 — 34 999	190	133	95	64 000 — 64 999	355	249	178
35 000 — 35 999	195	137	98	65 000 — 65 999	360	252	180
36 000 — 36 999	201	141	101	66 000 — 66 999	366	256	183
37 000 — 37 999	206	144	103	67 000 — 67 999	371	260	186
38 000 — 38 999	212	148	106	68 000 — 68 999	377	264	189
39 000 — 39 999	217	152	109	69 000 — 69 999	382	267	191
40 000 — 40 999	223	156	112	70 000 — 70 999	385	270	193
				71 000 — 71 999	390	273	195
				72 000 — 72 999	395	277	198
				73 000 en meer	400	280	200

Het bedrag van de dagelijkse bijdrage mag in geen geval lager zijn dan 50 F (absoluut minimum).

Voor de ouders die geen bewijs leveren van hun inkomsten is de financiële bijdrage vastgesteld op 400 F per dag.

Het bedrag van de financiële bijdrage van de openbare instanties die een plaatsing aanvragen wordt vastgesteld op 400 F per dag en per kind.

#### Nadere bijzonderheden

De berekening steunt op de samengevoegde netto maandelijkse inkomsten van het gezin.

Indien één der ouders ingeschreven is onder het stelsel werklieden, bedienden, openbare en daarmee gelijkgestelde diensten en de andere onder een ander stelsel valt, worden de nettomaandelijkse gezinsinkomsten gelijk aan de bijvoorging van de netto-maandelijkse inkomsten van de ouders, ieder berekend volgens het toepasselijk stelsel :

a) Vanaf 135 F tot 400 F wordt het bedrag van de financiële bijdrage der ouders berekend als volgt :

$$\frac{\text{samengevoegde netto-maandelijkse inkomsten van het gezin} \times 11 \text{ p.c. (*)}}{20 \text{ werkdagen}}$$

(\*) (Uitgedrukt in rekenkundig gemiddelde per schrijf van 1 000 F)

Vanaf 77 F tot 123 F wordt de berekening progressief, vanaf 7,5 % tot 10,5 %.

Vanaf 73 000 F aan samengevoegde netto-maandelijkse gezinsinkomsten is de financiële bijdrage van de ouders begrensd op 400 F.

b) De samengevoegde netto-maandelijkse gezinsinkomsten die in aanmerking komen voor de berekening van de dagelijkse bijdrage zijn die van de maand november 1985. Indien de inkomsten van november 1985 gelijk nul of niet representatief (voor één of voor beide ouders) zijn, wordt dan de bezoldiging van de eerste maand van het bezoeken van het in acht genomen opvangmilieu in 1985.

Ouders die ingeschreven zijn onder de stelsels werklieden, bedienden, openbare en daarmee gelijkgestelde diensten, zullen het document van bijlage 3 door hun werkgever moeten laten invullen.

De ouders die een ander stelsel onderworpen zijn, moeten het meest recente aanslagbiljet voor de rechtstreekse personenbelasting voorleggen, nl. dat van 1985 (inkomsten 1984).

Indien de ouders uit aanslagbiljet nog niet hebben ontvangen op het ogenblik van de inschrijving, dan kan men het aanslagbiljet voor de rechtstreekse personenbelasting 1984 (inkomsten 1983) raadplegen, en naargelang van het geval een van de volgende twee omrekeningsformules toepassen.

1° Aanslagbiljet 1984 (inkomsten 1983) :

$$\frac{A}{13,66} \times 1,020$$

A = samengevoegd netto-jaarlijks belastbaar gezinsinkomen voor 1984 (zoals vermeld op het aanslagbiljet 1985).

13,66 = coëfficiënt om het samengevoegde netto-jaarlijks belastbaar inkomen om te rekenen in het samengevoegde netto-maandelijks inkomen.

1,020 = coëfficiënt om de inkomsten voor 1983 aan te passen aan de inkomsten van november 1984 rekening houdend met de loonstop en de 5e index-bijslag.

2° Aanslagbiljet 1984 (inkomsten 1983):

$$\frac{A}{13,29} \times 1,020$$

- A — samengevoegd netto-jaarlijks belastbaar gezinsinkomsten voor 1983 (zoals vermeld op het aanslagbiljet 1983).  
 13,29 — coëfficiënt om het samengevoegde netto-jaarlijks belastbaar inkomen om te rekenen in het samengevoegde netto-maandelijks inkomen.  
 1,020 — coëfficiënt om de inkomsten van november 1984 aan te passen aan de inkomsten van mei 1985 rekening houdend met de loonstop en de index-bijslag.

c) Onder de « te rechtvaardigen inkomsten » dienen te worden verstaan alle financiële inkomsten van het gezin, de samenwonenden of de alleenstaande ouder, meer bepaald :

- beroepsinkomsten;
- sociale voorzieningen (ziekte, invaliditeit, pensioen, vergoedingen, voor arbeidsongevallen en beroepsziekten werkloosheidsuitkeringen, tegemoetkomingen aan minder-validen);
- milieuvergoedingen;
- studiebeurs;
- gewaarborgd inkomen, minimum van bestaansmiddelen, financiële steun O.C.M.W.

Voor het bepalen van het referentie-inkomen zal geen rekening worden gehouden met de kinderbijslag (in voorkomend geval af te trekken indien deze geïntegreerd is in de bezoldiging), en evenmin met de tegemoetkomingen van de openbare instanties in de onderhoudskosten van een kind dat bij een pleeggezin wordt geplaatst (art. 83bis van het Wetboek van de inkomstenbelastingen).

Onderhoudsuitkeringen zullen bij het referentie-inkomen worden gevoegd indien ze geïnd worden. Ze zullen afgetrokken worden indien ze worden gestort.

Persoonlijke aflossingen mogen niet worden afgetrokken.

d) Het maatschappelijk onderzoek dat wordt ingesteld door de maatschappelijk werker verbonden aan de kinderdagverblijven, peuterspeelplaatsen en diensten voor onthaalmoeders, is doorslaggevend voor de aanpassing van de dagelijkse bijdrage van een gezin dat in een bijzondere financiële situatie verkeert.

Elke afwijking de schaal, zoals hierboven vastgelegd, zal echter gestraafd worden door een schriftelijk verantwoordingsverslag.

e) De aangifte van de inkomsten van het gezin of van de alleenstaan aanverwant (bijlage 2), gesteund door het bewijs van de inkomsten, moet bewaard worden tot aan het eind van het lopende jaar.

2. De financiële bijdrage, zoals vastgesteld onder punt 1, dekt het geheel der verblijfskosten met uitzondering van het leveren van dieet-voedingsmiddelen en geneesmiddelen. De instellingen en diensten, bedoeld bij deze tekst, kunnen aan de ouders een bijdrage vragen voor luiers en kledingstukken.

3. Wanneer de inrichtingen of diensten, bedoeld bij deze tekst, slechts haltijds worden bezocht, wordt de financiële bijdrage van de ouders bepaald op 50 pct. van de verschuldigde bijdrage.

De bijdrage mag echter in geen geval lager zijn van 50 F (absoluut minimum).

Onder haltijds bezoek dient te worden verstaan een verblijf dat vijf uren niet overschrijdt.

4. Indien twee kinderen van eenzelfde gezin terzelfdertijd aan de schaal vastgesteld onder punt 1 worden onderworpen, wordt de financiële bijdrage voor elk kind teruggebracht tot 70 pct. van de normale bijdrage voor voltijdse of haltijdse opvang. In geval van gewettigde afwezigheid van een van de kinderen gedurende niet meer dan twee weken, verkiezen de ouders hun aanspraken op deze maatregel niet.

De maatschappelijk werker gaat de gelijktijdigheid van de opvang na wanneer twee kinderen niet samen aan dezelfde instelling of dienst worden toevertrouwd.

Dezelfde vermindering tot 70 pct. zal worden toegekend voor elk kind dat behoort tot een gezin dat drie of meer kinderen ten laste heeft.

De bijdrage mag echter in geen geval lager zijn dan 50 F (absoluut minimum).

5. De financiële bijdrage van de ouders kan het voorwerp uitmaken van een voorafgaande betaling of een voorschot.

6. Een reservatiegeld — ten minste gelijk aan het absolute minimum van de dagelijkse bijdrage (50 F) — kan worden gevraagd in geval van niet gewettigde afwezigheid van een ingeschreven kind.

Het zal in elk geval beperkt worden tot 25 pct. van het normaal eisbaar bedrag.

Gezien om gehecht te worden aan het besluit van de Executieve van 18 november 1985.

Voor de Executieve van de Franse Gemeenschap:  
 De Minister van Sociale Zaken,

Ph. MONFILS



## Bijlage 2

AANGIFTE VAN DE INKOMSTEN VAN HET GEZIN  
OF VAN DE ALLEENSTAANDE AANVERWANT

(bij toepassing van het besluit van de Executieve van)

Persoon die de financiële last van het kind draagt en  
die deze aangifte tekent :

Naam en voornaam : .....

Adres : .....

Verwantschap : .....

Ingeschreven kind :

Naam en voornaam : .....

Adres : .....

Geboortedatum : .....

Aantal kinderen in het gezin : .....

Aantal kinderen in het gezin in het gesubsidieerd  
opvangsmilieu ingeschreven en aan dezelfde schaal  
van bijdrage onderworpen.

Inschrijvingsdatum : .....

Naam en adres van het opvangmilieu :

.....

.....

.....

.....

Voorbehouden voor de opvangmilieu

Deze aangifte wordt vervolledigd door één van de volgende modellen :

## MODEL A

Ik ondergetekende verklaar kennis genomen te  
hebben van het besluit dat voor het jaar 1986 de grootte  
bepaalt van de financiële bijdrage van de ouders in de  
verblijfskosten in de kinderdagverblijven, peuter-  
tuinen en diensten voor onthaalmoeders, erkend en  
gesubsidieerd door het N.W.K.Ik leg geen inkomstenbewijs voor en verbind mij  
ertoe het bedrag van de maximale financiële bijdrage  
te betalen die vermeld is in dit besluit.

Datum :

Handtekening :

## MODEL C

Ik ondergetekende verbind mij ertoe een financiële  
bijdrage te betalen die berekend is op basis van mijn  
aanslagbiljet 1985 (inkomsten 1984) volgens de omreke-  
ningsformule bepaald in het besluit.

Samengevoegd	netto-jaarlijks	belastbaar
<u>gezinsinkomen</u>	$\times 1,020 =$	..... F
13,66		

Datum :

Handtekening :

## MODEL B

Ik ondergetekende verklaar dat de (samengevoegde)  
maandelijkse inkomsten van mijn gezin voor :

1° ..... frank

maand van.....

2° ..... frank

maand van.....

Ik staaf deze aangifte met het attest dat door mijn  
werkgever ingevuld is als volgd samengesteld zijn.

Datum :

Handtekening :

## MODEL D

Ik ondergetekende verbind mij ertoe een financiële  
bijdrage te betalen die berekend is op basis van mijn  
aanslagbiljet 1984 (inkomsten 1983) volgens de omreke-  
ningsformule bepaald in het besluit.

Samengevoegd	netto-jaarlijks	belastbaar
<u>gezinsinkomen</u>	$\times 1,020 =$	..... F
13,29		

Datum :

Handtekening :

Gezien om gehecht te worden aan het besluit van de Executieve van 18 november 1985.

Voor de Executieve van de Franse Gemeenschap :  
De Minister van Sociale Zaken,

Ph. MONFELS

Annexe 3

**GETUIGSCHRIFT DOOR DE WERKGEVER IN TE VULLEN  
EN BESTEMD VOOR**

(naam van het opvangmilieu)

Ik ondergetekende .....  
handelend namens (naam en adres van de firma).....  
.....  
.....  
verklaar dat .....  
wonende te .....  
bij mij in dienst is als .....

Zijn (haar) maandelijkse bruto-bezoldiging, kinderbijslag niet inbegrepen en na aftrek van de solidariteitsbijdrage, maar wel met inbegrip van :

- de haar- en standplaatstoelage;
- de andere vergoedingen die onderhevig zijn aan de R.S.Z.

bedraagt ..... voor de maand .....

Af te trekken :

- Bijdrage R.S.Z.	:	.....	F
Kas weduwen en wezen	:	.....	F
Omslagkas der gemeentelijke pensioenen	:	.....	F
Bedrijfsvoorheffing	:	.....	F
Netto-bezoldiging	:	.....	F

- Andere maandelijkse vergoedingen die niet onderhevig zijn aan R.S.Z., nader preciseren :

.....	:	.....	F
.....	:	.....	F
.....	:	.....	F

Diensttijd ..... : ..... F

Gedaan te ..... op .....

Stempel van de firma

Handtekening :

Gezien om gehecht te worden aan het besluit van de Executieve van 18 november 1985.

Voor de Executieve van de Franse Gemeenschap ;  
De Minister van Sociale Zaken

Ph. MONFILS